



L'éternelle attente

L'ACCÈS AUX SOINS étant souvent difficile chez nous, particulièrement en première ligne faute de ressources, les Québécois savent trop bien ce que signifie le mot *attente* dans le secteur de la santé. Et leurs médecins de famille ne sont pas en reste pour ce qui est de l'attente au quotidien. Il suffit de penser à l'accès pénible aux plateaux techniques et diagnostiques, aux consultations spécialisées ou au renouvellement des accréditations des groupes de médecine de famille, à titre d'exemple, pour s'en convaincre. Élevée au rang de maladie chronique de notre système de santé, l'attente n'a donc plus de secrets pour les médecins omnipraticiens qui voient leur patience constamment mise à l'épreuve.

Dans ce contexte, beaucoup de médecins de famille avaient espéré que l'année 2010 serait celle du renouveau. Ils avaient cru que le gouvernement irait de l'avant avec des mesures structurantes qui amélioreraient enfin véritablement leurs conditions de pratique et qu'il profiterait du renouvellement de leur Entente générale pour proposer rapidement des solutions aux problèmes récurrents qui touchent les soins de première ligne au Québec.

Malheureusement, à ce jour, rien de tout cela ne s'est encore produit. Comme les Québécois, nous subissons donc toujours l'éternelle attente sous-jacente à tout échange avec l'appareil gouvernemental. Et cette attente a mené à une crise historique sans précédent. La pénurie de médecins omnipraticiens qui atteint 1175 dans la province, les 248 postes de résidence en médecine familiale laissés vacants depuis quatre ans dans nos facultés de médecine et le fait que plus du quart des Québécois n'ont toujours pas de médecin de famille, soit plus que partout au Canada, sont des exemples éloquentes de cette crise qui frappe la médecine de première ligne au Québec.

Face à une telle situation, l'éternelle attente, devenue une norme, a assez duré. Maintenant que le gouvernement s'est entendu avec les infirmières sur l'améliora-

tion de leurs conditions de travail, ce qui nous réjouit d'ailleurs, il est temps de nous attaquer collectivement aux maux qui touchent la médecine de première ligne. Aucune raison ne saurait justifier l'absence d'actions concrètes et de propositions équitables de la part de l'équipe gouvernementale à ce sujet.

C'est pourquoi la FMOQ entend poursuivre son combat, au cours des mois à venir, pour faire enfin reconnaître le travail des omnipraticiens à sa juste valeur et pour que les Québécois aient accès à un médecin de famille au bon endroit et au bon moment. Le tout en gardant en tête les mêmes priorités :

- ramener à 20 %, sur une base annuelle, l'écart moyen de rémunération entre les médecins spécialistes et les médecins omnipraticiens ;
- financer adéquatement les cliniques médicales afin d'en assurer la pérennité ;
- favoriser la prise en charge et le suivi des patients par des incitatifs importants afin d'améliorer l'accessibilité à un médecin de famille pour le plus grand nombre de Québécois ;
- donner au médecin omnipraticien

faisant de la prise en charge et du suivi, quel que soit son lieu de pratique, le soutien professionnel, technique et administratif dont il a besoin ;

- obtenir une véritable reconnaissance du modèle unique de pratique des médecins omnipraticiens du Québec, en première et en deuxième ligne.

La balle est donc plus que jamais du côté gouvernemental. Il doit y avoir un changement de culture et un réalignement des priorités dans le domaine de la santé au Québec. Les médecins de famille ont depuis longtemps prouvé leur bonne foi et leur volonté d'améliorer l'accès aux services. C'est maintenant au tour du gouvernement d'en faire autant dans les prochains mois.

Le président,

D^r Louis Godin

Le 16 novembre 2010